



Edito

MACRON FAIT DU MACRON... RIEN DE PLUS

Depuis la rentrée, nous assistons à des annonces, certaines indispensables comme pour le harcèlement scolaire ou la revalorisation des pensions de retraite en début d'année prochaine. D'autres, sont complètement à l'encontre des attentes sociales. Les premières pourraient faire penser que son cartable serait plus en adéquation avec les revendications mais les secondes sont inévitablement en phase avec son idéologie patronale.

Oui, Macron fait du Macron. Augmentation du budget des armées pour les industries d'armement, soutien à toutes les guerres et une affiliation sans faille à la politique colonialiste et impérialiste de l'OTAN. Comment nous organiser pour combattre tous les jours cette posture qui pourrait nous amener dans le mur de la confrontation entre nations ? Nous sommes très certainement à la croisée des chemins et nous devons expliquer les enjeux de la période aux travailleurs. Discussions certes compliquées mais nécessairement indispensables.

Cette situation nous laisse perplexes tant les problématiques sont importantes. Nous dire que ce qui se passe dans le pays n'aurait rien à voir avec la situation géopolitique reviendrait à nous dire que quand il pleut, il fait beau et inversement.

Nous écrivons voilà quelques semaines que l'inflation était une énorme opportunité pour le capital. Qu'en est-il aujourd'hui ? A priori la même définition reste d'actualité. Une énorme masse de profits sur notre dos. Les conflits profitent toujours aux mêmes et fragilisent les autres.

Un budget militaire qui dépasse l'entendement, des ministères qui deviennent exsangues, des restructurations et de privatisations plein les tiroirs avec des fermetures de services publics, voilà ce qu'est la loi de programmation des finances publiques.

Après la loi sur les retraites, ce sont des mesures contre l'intérêt général qui sont passées en force par le 49.3. Le gouvernement continue sa posture anti démocratique pour arriver à ses fins et montrer à la commission européenne sa docilité, son engouement à étouffer le peuple.

Il en rajoute alors que le système de santé est dans l'état que nous connaissons, que les services publics sont déjà menacés partout, que l'école est dépourvue de tout, que les collectivités ne peuvent plus joindre les deux bouts.

Sur demande de Bruxelles, le shérif de Bercy avait prévenu que "le quoi qu'il en coûte", les mesures

.../...

Sommaire :

Edito : Macron fait du Macron... Rien de plus	P. 1 & 2
CA CPAM du 26 Juin	P. 2
Rapport AG UD du 7 Septembre	P. 3 à 5
Congrès UD - 28-29 & 30 Novembre	P. 5
Tract UD 13 Octobre	P. 6 & 7
Lettre ouverte Habitants Quartier Aéroport	P. 8
Déclaration CGT Conseil CPAM 25/09	P. 9
Commémoration de la libération de Paris	P. 10 à 12



AGENDA

IHS CGT Centre Val-de-Loire

Journée d'étude

MARDI 17 OCTOBRE 2023 à BLOIS

(au lieu du 23 octobre)

Formation Syndicale UD 2023

- Niveau 2 - 1ère Partie : 6 au 10 Novembre
- Défenseur Syndical : 13 au 17 Novembre
- CSE - Prise de Mandat : 20 au 24 Novembre

Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le stage et informez l'UD de votre participation.

CONGRES de l'UD du CHER

28 - 29 & 30 Novembre 2023

à St-Germain du Puy

anti inflation, les chèques et le bouclier tarifaire seraient remboursés "coûte que coûte". Par contre, il n'a jamais dit que ce serait encore les travailleurs, la population qui mettraient la main à la poche. D'ailleurs, Macron a rassuré ses frères lors de son prêche devant le Medef.

Alors que notre classe sociale souffre de plus en plus, que la démocratie est piétinée, que les violences d'Etat sont quotidiennes, que les associations sont obligées de restreindre le nombre d'allocataires alimentaires, ils nous en remettent une louche.

La conjugaison de la stagnation des salaires et des pensions, une inflation sur un an à plus de 12%, des prix de l'énergie et du carburant à un niveau qui s'apparente à des produits de luxe font que le "pouvoir d'achat" reste l'enjeu prioritaire pour les employés, les ouvriers, les femmes et les habitants des communes rurales qui ne voient pas de perspectives d'évolution de leur situation.

Nous en sommes là dans la sixième puissance mondiale. C'est ça le ruissellement par le haut à la sauce Macron dans un pays qui compte de plus en plus de riches, toujours plus riches. Mais peu importe, circulez, y a rien à voir, ce n'est pas le sujet.

Il serait raisonnable de penser que le vrai sujet serait l'immigration, la visite du roi et du pape, enfin tout ce qui tourne en boucle sur les chaînes d'information afin de rincer les cerveaux.

Toutes les conditions sont réunies pour que le plus grand nombre de travailleurs se mettent en grève et participent à la journée d'action du vendredi 13 octobre. Mobilisons-nous pour obtenir l'abrogation de la loi retraite qui fait des ravages dans le salariat, pour des augmentations massives des salaires et des pensions, pour des services publics en nombre partout, pour défendre nos droits collectifs et individuels, pour une autre société.

Nous méritons autre chose que ce qu'ils nous imposent.

Bon courage et au 13.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général

CA CPAM 26 JUIN 2023

DECLARATION CGT

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Directeur, Lors du dernier conseil de la CNAM, le vote de la COG n'a pas eu lieu comme prévu, le point ayant été retiré de l'ordre du jour, suite à une rencontre intersyndicale, contestant fermement la suppression de 1720 ETP (dont les 900 traceurs), alors même que les délais de versement ne cessent de s'allonger et que les salariés ne sont plus en mesure de remplir leurs « objectifs » faute de moyens. Le constat est une dégradation des conditions de travail et de fait, une dégradation du service rendu aux assurés.

Il a été annoncé la semaine dernière, le possible déremboursement de soins dentaires pour un montant de 500 millions d'euros par an, transféré aux complémentaires santé. En mai dernier, c'est la diminution du remboursement des frais de transport qui était annoncée, augmentant le reste à charge aux assurés.

Le désengagement se poursuit, au profit de l'assurantiel. Nous réitérons que la même logique se poursuit dans nos hôpitaux publics avec le transfert d'activité au privé.

Bruno Le Maire nous annonce ensuite vouloir lutter contre les arrêts maladie prétendus « de confort », alors que la plupart d'entre nous n'ont plus accès aux soins et n'ont pas de médecin traitant. Le syndicat de médecins MG France, à juste titre, dénonce une véritable « campagne d'intimidation » de la part du gouvernement à l'égard de la médecine générale. La crise covid n'a-t-elle pas suffi ?

Parallèlement, Monsieur Roux de Bézieux, MEDEF, avec la CPME, propose d'augmenter le nombre de jours de carence, en revenant sur certaines conventions collectives.

L'intégration du RSI au régime général n'avait pas fait l'objet de tant d'inquiétude, alors même que le déficit, géré par et pour, a été absorbé à l'époque par les salariés, à jour de leurs cotisations.

Silence sur la fraude fiscale, 80 milliards d'euros par an, ou encore sur la fraude dite « sociale » estimée entre 6 et 8 milliards, issue à 70 % de la fraude des employeurs aux cotisations, ainsi qu'aux fausses cotisations d'actes dans le secteur de la santé.

Silence sur la fraude organisée au sein de l'agence de garantie des salaires, 15 milliards d'euros, avec un potentiel détournement de 700 millions d'euros de la part de certains mandataires.

Quant à la fraude massive permise pendant le covid... Combien ?

Ces seuls arguments chiffrés se suffisent à eux-mêmes pour comprendre la situation et les enjeux.

La réforme des retraites quant à elle, n'aura pas « l'effet escompté » sur les « comptes publics » selon la cour des comptes, c'était pourtant le seul argument du gouvernement pour justifier la réforme, et le passage en force. On le savait déjà.

L'actualité témoigne de la guerre de classe contre la population et les militants, menée par le pouvoir politique et capitaliste, que nous continuerons de combattre avec conviction et fermeté. Quoi qu'on nous en dise, des perspectives existent, et elles sont nombreuses, d'où les dérives sécuritaires et de contrôle. Merci de votre attention.

Florie GAETA

RAPPORT DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UD

du 7 SEPTEMBRE 2023

Cher(e)s Camarades,

Une Assemblée Générale de rentrée est toujours un moment important pour la vie des structures et dans l'engagement des premiers responsables. C'est un moment qui doit faire le bilan des mois écoulés et le premier semestre a été relativement dense, un moment où il est indispensable de prendre la température des organisations et des militants pour savoir où nous en sommes afin de préparer les combats futurs.

Le gouvernement n'a pas pris de congés. Il a continué les annonces, préparé la rentrée pendant tout l'été et pensé comment il allait continuer à faire la peau des travailleurs. Dans le même temps, il a continué à entretenir sa politique et ses déclarations guerrières plutôt que de rechercher des dispositifs pour une paix durable à l'Est, en Afrique, au Moyen et au Proche Orient, dans le Pacifique. L'approche atlantiste ne laisse préjuger rien de bon pour éviter un embrasement de situations très tendues et complexes. Des impérialistes en déclin, d'autres qui veulent une part d'un gâteau de plus en plus alléchant et des multinationales de l'industrie guerrière, du bâtiment, du transport, de la finance qui voient dans chaque conflit des opportunités financières sans aucune mesure.

L'escalade n'aura de limite que si les travailleurs et les populations mettent sous pression les dirigeants de chacun des pays belligérants et de leurs soutiens. En tant que CGT, nous avons une responsabilité historique dans l'argumentation et la construction de la paix. Il y aurait les bons d'un côté et les mauvais de l'autre. Notre organisation a toujours eu une vision posée et surtout politique des situations, avec discernement et des réflexions poussées. Nous devons être conscients que les débats sur ces sujets sont extrêmement difficiles au regard des parti pris que nous entendons à longueur de journée dans les médias. Nous devons avoir un seul fil conducteur, le combat de classe que nous mènent le capital et l'esprit guerrier qui va forcément avec pour maintenir le taux de profit.

Pour soi-disant faire face à une menace globalisée, l'Union Européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont mis d'accord pour augmenter significativement l'ensemble des budgets de l'armement de tous les pays membres, au grand bénéfice des

industriels. Pour la France c'est 487 milliards d'euros sur 5 ans. Cette colossale masse d'argent est évidemment prise sur les autres budgets des ministères mais surtout principalement par des emprunts d'Etat auprès des marchés financiers. Et qui va payer pour garantir le remboursement de la dette si chère à nos gouvernants ? Les travailleurs, les retraités, l'ensemble de la population via des restructurations encore plus grandes de nos services avec un maximum de privatisations.

Pour ces raisons et d'autres que nous ne pouvons développer faute de temps aujourd'hui, la confédération demande à ce que nous organisions massivement des rassemblements le jeudi 21 septembre, journée internationale pour la paix. Nous devons réussir cette initiative avec les syndicats, partis politiques, associations qui se sentent impliqués dans ce combat pour maintenir la souveraineté des peuples et la fin des combats partout dans le monde.

Les tensions géopolitiques, les guerres et particulièrement celle qui a lieu en Ukraine servent le capitalisme comme jamais depuis des décennies. Depuis maintenant plus d'un an, ce conflit alimente toutes les spéculations que le capital a à sa disposition.

Augmentation des matières premières, du gaz, de l'électricité, du pétrole, de l'alimentation, du textile, dans l'automobile, et plus encore sur tout ce qui concerne les besoins élémentaires de millions de personnes dans le monde, et surtout sur le continent européen.

Une spéculation qui exacerbe les velléités du patronat et des possédants. Le patron de Total a annoncé ce matin, qu'à cause de la guerre, les prix à la pompe ne baisseraient pas. Pour autant le prix du baril de pétrole n'est pas à des niveaux record à la hausse.

Depuis des mois, on nous explique que l'inflation que nous connaissons serait due à la hausse des prix des matières premières et non à l'augmentation des marges et des profits des groupes. Les matières premières baissent depuis fin juin et l'ensemble des prix, surtout les produits indispensables et de première nécessité ne cessent de grimper. Et quand ils ne grimpent pas, c'est la quantité des produits qui diminue dans les emballages. C'est un pur scandale de société et qui est autorisé par la loi.

D'ailleurs, les conséquences de cette inflation sont maintenant bien connues avec le rapport du Secours Populaire paru en début de semaine sur les changements et les renoncements alimentaires et les difficultés financières des Restos du Cœur.

Pour ces derniers, pas de problème puisque les responsables et les coupables de la paupérisation des travailleurs, des retraités, de la jeunesse, des plus démunis deviennent des philanthropes comme Bernard Arnault et son groupe LVMH, Total ou encore Panzani qui va donner des milliers de paquets de pâtes après avoir augmenté de plus de 40% les prix depuis le début de l'année.

La main sur le cœur, l'ensemble des groupes industriels jurent qu'il n'y a pas d'effet d'aubaine de leur part, qu'ils ne profitent pas de la situation Ukrainienne pour augmenter les marges et que ce serait la faute à pas de chance, que ce serait inéluctable.

La ficelle et le mensonge sont tellement gros que même le Fonds Monétaire International est obligé d'accuser les groupes de réaliser des marges indécentes dans la période alors que notre ministre de l'économie et Macron nient en bloc les énormes profits dans l'agroalimentaire et la grande distribution. Nous le voyons également dans les fournitures scolaires pour cette rentrée et toujours dans l'énergie.

Dans le même temps, des dizaines de branches professionnelles ont des minima sociaux en dessous du SMIC et le tassement des salaires est une réalité pour les travailleurs. Une inflation galopante qui entraîne des situations salariales catastrophiques.

Aux "Rencontre des Entrepreneurs de France" organisées par le Medef fin août, le message de Macron a été clair : notre système économique et social marche bien et surtout beaucoup mieux grâce aux réformes qu'il a mises en place depuis 6 ans. Il a insisté sur le fait que si l'économie était bonne c'était dû aux réformes sociales et la libéralisation de certains secteurs qui pour nous sont structurants.

Et il insiste sur des refontes encore plus importantes dans les mois à venir et remercie les "entrepreneurs et entrepreneuses" de le soutenir dans la transformation de la société. Et quand il parle de changement, il parle de beaucoup plus d'Europe et sous-entendu, une Europe supranationale, fédérale, libre de continuer la concurrence entre les travailleurs, de laisser faire le dumping social, de casser les droits nationaux, de favoriser la concurrence libre et non faussée et la libre circulation des capitaux.

Je pense que dans les semaines à venir, nous devons organiser des moments de réflexion pour faire

un bilan collectif de ce que nous vivons depuis des années et pour amener des éléments pour une autre société.

La rentrée sociale institutionnelle a bien commencé avec une rencontre de notre Secrétaire Générale et Macron, l'annonce d'une conférence sociale sur entre autres les salaires, une énième réunion du Conseil National de la Refondation aujourd'hui où notre organisation a refusé d'aller ainsi que FO et Solidaires.

La rentrée judiciaire a elle aussi commencé par la convocation à la gendarmerie hier de Sébastien Menesplier, Secrétaire Général de la fédération Mines et Energie et membre du Bureau Confédéral depuis le dernier congrès de mars. Une première pour un premier responsable de fédération et membre de la direction nationale pour des actions de camarades et des prises de positions publiques pour soutenir les camarades qui se battaient contre la loi sur les retraites

Cette convocation n'est ni neutre ni anodine comme toutes les procédures en cours contre des militants. Dans le département, nos 5 camarades de l'UL de St Florent sont convoqués au tribunal correctionnel de Bourges le 21 décembre. Le procureur a fait vite pour retenir les plaintes contrairement aux différentes plaintes pour harcèlement moral ou sexuel déposées par les travailleurs qui sont classées sans suite.

Nous pouvons penser que l'objectif du gouvernement et plus particulièrement de Macron, de Darmanin et de Dupont-Moretti sous les ordres du capital est de mettre les militants au même niveau que les terroristes, de stigmatiser le mouvement syndical, et de criminaliser la CGT. Sophie Binet l'a rappelé au Président.

N'oublions pas que nous sommes encore et toujours sous les lois antiterroristes et sécurité globale. D'ailleurs nous l'avons vu avec de nombreuses interdictions de manifestations, la dissolution des Soulèvements de la Terre, l'interdiction à Anticor de pouvoir faire leurs missions, les menaces qui pèsent sur la Ligue des Droits de l'Homme et qui vont dans le sens d'un pouvoir réactionnaire, voire fascisant. La loi sur l'immigration va très certainement encore provoquer un énième éclatement de notre société faisant le jeu de la droite, de l'extrême droite, d'Horizon et d'une partie de la Macronie.

Pour conclure, notre actualité de rentrée se cale dans ce que nous venons de partiellement développer.

Le jeudi 21 septembre une journée d'action pour la

journée internationale pour la paix de l'ONU. Nous vous proposons un rassemblement à 18h00 devant l'UD

Le samedi 23, journée d'action pour défendre nos libertés syndicales et contre les violences policières.

Plusieurs organisations syndicales, politiques et associatives du département sont signataires au niveau national et organisent au niveau local. Nous en avons discuté au bureau de vendredi et nous vous proposons un rassemblement à 11h30 devant la préfecture avec une seule prise de parole commune à plusieurs voix.

Une réunion commune doit avoir lieu dans les prochains jours.

Le vendredi 13 octobre, journée d'action organisée par la CES dans tous les pays européens avec comme mot d'ordre "contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes". Cette journée est reprise par l'intersyndicale.

Contrairement à l'appel intersyndical, nous devons continuer de mettre en avant et réaffirmer notre refus de la loi sur les retraites et continuer de porter nos revendications.

Nous devons discuter des modalités de cette journée et regarder quel plan de travail nous pouvons mettre en place à l'UD, dans les UL et dans les syndicats. Nous devons également discuter de là où nous en sommes dans les organisations, avec les militants, les syndiqués et aller à la rencontre des travailleurs.

Dans le même temps, ne perdons pas de vue que les élections professionnelles vont s'intensifier jusqu'à la fin de l'année.

Alors montrons une CGT à l'offensive, ambitieuse, avec la volonté d'un changement progressiste de la société, débarrassée du système capitaliste en place.

Bon débat, bonne AG.



CONGRES DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DU CHER

28 - 29 & 30 NOVEMBRE 2023

Salle NELSON MANDELA à ST-GERMAIN DU PUY

Nous avons fait parvenir, par courrier postal mi-août, aux secrétaires de syndicats, les documents pour inscrire les délégués avec la réservation des repas, les candidatures à la Commission Exécutive et à la Commission Financière et de Contrôle de l'Union Départementale pour ce Congrès.

Nous vous demandons que la question de la préparation de notre congrès soit à l'ordre du jour de vos prochaines réunions et **de nous retourner ces fiches au plus tard le VENDREDI 13 OCTOBRE pour une bonne organisation surtout pour la réservation des repas.**

Fraternellement,

Le Secrétariat de l'UD



13 OCTOBRE 2023

EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS

Pour nos retraites

La réforme des retraites qui s'applique depuis le 1^{er} septembre est toujours aussi injuste, brutale, injustifiée et impopulaire. Le combat se poursuit en mettant la pression dans les négociations en cours pour l'Agirc-Arrco (retraites complémentaires) et celles qui doivent s'ouvrir dans les branches au sujet des départs anticipés.

La CGT est mobilisée pour la retraite à 60 ans et avant en cas de pénibilité, ainsi que la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite.



Pour nos salaires

Alimentation, loyer, énergie, transports : tout augmente sauf les salaires. Pendant ce temps, les grandes entreprises continuent de multiplier leurs profits sans rien lâcher en contrepartie. Grâce à nos mobilisations, c'est l'augmentation générale des salaires qui est aujourd'hui le mot d'ordre commun : du salaire net pour vivre au jour le jour et du salaire

Entre 2010 et 2023,
Le salaire brut horaire réel a baissé de
3,7 %
tandis que les profits ont augmenté de
45,6 %

brut (maladie, maternité, chômage, retraite...) pour nous protéger tout au long de nos vies.

La CGT est mobilisée pour l'indexation des salaires sur les prix pour que les fiches de paye ne soient plus amputées par l'inflation et l'ouverture de négocia-

tions dans l'ensemble des entreprises, des branches et dans la fonction publique.

Pour l'égalité

Malgré l'affichage « grande cause nationale », les femmes sont toujours payées un quart de moins que les hommes, en moyenne.

La CGT est mobilisée pour l'égalité salariale et professionnelle : revalorisation des métiers à prédominance féminine ; refonte et transparence pour l'Index ; pénalisation des employeurs qui discriminent.

Pour nos services publics

Hôpitaux, petite enfance, aide à l'autonomie, travail social, écoles, enseignement supérieur, recherche... nos services publics sont à l'agonie.

La CGT est mobilisée pour des investissements massifs dans les services publics de proximité et de qualité qui privilégient l'accueil physique des usagers.



Pour nos droits

De nombreuses luttes font irruption dans le paysage médiatique. Elles ne sont que la pointe de l'iceberg. Partout où les salariés s'organisent dans un syndicat, le rapport de forces se renverse et des avancées concrètes et quotidiennes deviennent possibles (voir cgt.fr/luttes-gagnantes).

La CGT est mobilisée pour rassembler les salariés, écouter et porter les revendications, les représenter

dans les instances et dans les mobilisations et gagner des avancées réelles et durables dans l'intérêt du monde du travail.

Pour l'environnement



Les conséquences du dérèglement climatique sont dramatiques. Il est urgent d'agir pour une transition écologique socialement juste et une réelle planification, construite avec les travailleuses et travailleurs, afin d'anticiper les besoins en formation et qualification ainsi que la création ou recréation de filières entières.

La CGT est mobilisée pour conditionner les aides pu-

bliques à des critères sociaux et environnementaux élaborés avec les salariés et leurs représentants.

En France comme dans toute l'Europe, nous sommes des millions à pouvoir mettre la pression au patronat, aux gouvernements et aux parlements. Ils cherchent à imposer des politiques dites « d'austérité » en abimant les services et les biens publics - mais aussi nos industries - au profit de cette finance qui capte les richesses créées par le travail. Forts de la mobilisation historique pour les retraites, nous sommes déterminés, unis dans une intersyndicale à l'offensive pour gagner des droits en faveur du monde du travail.

D'autres choix sont possibles ! Chaque année, 200 milliards d'euros d'aides publiques fiscales ou sociales sont données aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie. Les budgets des services publics et de la sécurité sociale seront bientôt discutés au Parlement. C'est le moment de faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses : nous voulons vivre dignement de notre travail, travailler moins et mieux, avec des budgets au service de l'intérêt général et non des intérêts particuliers.

200 MILLIARDS
d'aides aux entreprises
sans contrepartie



Le nombre de millionnaires baisse partout... sauf en France !
La France est sur le podium des pays du monde qui en comptent le plus :
2,8 MILLIONS

Bourges, le 27 Septembre 2023



RASSEMBLEMENTS

- ◆ **BOURGES** 10 H 00 Esplanade du Prado
- ◆ **VIERZON** 10 H 30 Place Jacques Brel
- ◆ **ST-FLORENT** 10 H 30 Place de la République
- ◆ **ST-AMAND** 10 H 00 Devant l'hôpital
- ◆ **LA GUERCHE** 10 H 30 Place du Général de Gaulle



LETTRE OUVERTE DES HABITANTS DU QUARTIER AEROPORT A BOURGES

Usagers du réseau AggloBus

Bourges, 15 Septembre 2023

- à Monsieur Jean-Michel Guerineau Président d'AggloBus et Maire adjoint de Bourges,
- à Monsieur Yann Galut 1er Vice-Président d'AggoBus et Maire de Bourges
- à Madame Irène Félix 2e Vice- Présidente d'AggloBus, Présidente de Bourges Plus et Conseillère Municipale de Bourges
- à Monsieur Michel Rouvière Directeur du STU de Bourges
- Madame et Messieurs,

Nous tenons à vous remercier pour la gratuité des transports AggloBus pour toutes et tous depuis le 1er septembre 2023.

Nous tenons aussi à vous exprimer notre mécontentement pour nous avoir supprimé l'ancienne ligne 4 allant directement en ville avec un arrêt Guyemer, arrêt Mermoz, arrêt Farman, arrêt Guilbeau.

Nous, personnes âgées ayant de grandes difficultés à marcher, nous vous demandons de nous mettre un bus allant directement en ville avec surtout les arrêts Guyemer, Mermoz, Farman, Guilbeau.

Aujourd'hui, nous sommes obligés d'aller jusqu'à l'arrêt Cimetière du Lautier pour nous rendre en ville directement. Nous espérons que votre choix n'était pas de nous laisser au Cimetière pour ne plus en sortir.

Même la ligne 14 ne va pas jusqu'à l'hôpital.

La solution est simple : juste à mettre un des bus des lignes 12, 20 ou 25 pour desservir les arrêts Guynemer, Mermoz, Farman et Guilbeau. Il y aurait juste à refaire la petite boucle pour rejoindre l'avenue Marcel Haegelen et tout le monde sera content.

Recevez, Madame, Messieurs nos salutations.

CONSEIL CPAM 25 SEPTEMBRE 2023

DECLARATION CGT ORIENTATION CPG

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Directeur,

Le 26 juin dernier se votait au conseil de la CNAM, après des débats houleux, la nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) 2023/2027 (contrat Etat/Assurance maladie). La CGT avait abordé la problématique de cette COG dans le même temps au dernier conseil d'administration, nous avons alors réaffirmé notre opposition. Le rejet de cette COG par la CGT s'appuie sur le rejet d'une contractualisation avec l'Etat : historiquement, la Sécurité Sociale a été créée par les salariés, financée et gérée par eux-mêmes, afin de répondre aux besoins selon les moyens de chacun. L'étatisation, de longue date, permet l'usurpation de notre bien commun.

Le document de la COG 2023/2027 indique en préambule qu' « au regard de l'ensemble des enjeux, l'Assurance Maladie, conformément aux attentes des usagers de la branche et en cohérence avec les priorités du ministère de la Santé et de la Prévention, propose à l'État de s'engager autour de trois priorités stratégiques : l'égal accès aux soins et à la santé sur l'ensemble du territoire, le maintien d'un haut niveau de qualité de service, et la bonne utilisation des ressources allouées au système de santé ».

Il convient de souligner que cette consultation du Conseil intervient dans un contexte particulier, celui de la réforme des retraites. La CGT revendique le retrait pur et simple de cette réforme, qui au-delà de dégrader les conditions de vie de millions de personnes, va impacter toutes les branches de la Sécurité Sociale, et pas seulement la branche retraite. Une récente étude de l'INSEE a confirmé que le recul de l'âge de départ à la retraite conduisait de fait à une augmentation des dépenses de santé, comme observé après la réforme de 2010. Logique.

La question fondamentale qui se pose donc est celle d'une juste réponse aux besoins des assurés sociaux. Or, dans toutes les branches, il est fait état d'un non-recours aux droits importants. Le rapport d'activité de la commission des usagers confirme cette tendance, avec des difficultés supplémentaires pour notre département, notamment en termes d'accès aux soins.

Dans ce contexte, la suppression de 1720 postes, dont les 900 traceurs, est une aberration. Pour notre caisse, cela va se traduire par la suppression d'environ 20 postes ciblés sur le service en charge des prestations en espèces, frais de santé et gestion des bénéficiaires.

Toute politique doit avoir les moyens de ses projets, et celle liée à la santé et l'accès aux droits impose un nombre de salariés conséquent et adapté.

La CGT est très claire : au-delà du rejet du principe même de contractualisation avec l'Etat, elle rejette toute idée de « clause de revoyure », consistant à adapter le rythme de suppression de postes selon les résultats de la branche : **les besoins existent, il faut y répondre**. Il suffit d'écouter les salariés et usagers. La notion de clause de revoyure ne peut justifier la validation de ces régressions. Nous sommes tous conscients des enjeux et des conséquences désastreuses pour les usagers, salariés et plus globalement pour notre territoire.

Démantèlement des points d'accueil, suppressions d'emplois, sous-traitance, non réponse aux besoins, voilà les réelles ambitions inscrites dans cette nouvelle COG.

Pour toutes ces raisons : **la CGT votera contre les orientations du contrat pluriannuel de gestion.**

Merci.

Florie GAETA



COMMEMORATION DE LA LIBERATION DE PARIS 79^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE PARIS

Le 25 août dernier marquait le 79^{ème} anniversaire de la libération de Paris. Comme chaque année, l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) organisait une cérémonie commémorative. Celle-ci s'est déroulée au nouveau siège de l'AP-HP situé depuis septembre 2022 à l'Hôpital St-Antoine.

A cette occasion, les représentants CGT ont pris la parole. Voici le texte de leur déclaration.

Nous voici réunis à ce rendez-vous de la Liberté reconquise. Ils ne sont pas nombreux les moments qui réunissent les représentants du personnel et la direction des Hôpitaux de Paris. En ce jour de commémoration, nous rendons hommage aux agents de l'administration morts dans l'exercice de leurs fonctions ou dans les actes de Résistance pour la libération de la France.

Souvenons-nous de ces femmes et de ces hommes qui par leur engagement au sein de la Résistance française ont permis que vive la France libre et l'écrasement du nazisme.

Pensons aujourd'hui à nos glorieux aînés qui décidèrent dès l'été 1940 de s'engager dans le combat contre l'occupation allemande, de manière idéologique en diffusant des journaux, tracts ou en peignant sur les murs des slogans hostiles à l'ennemi, et plus tard par la lutte armée contre l'envahisseur. Tous au nom d'un idéal qui guidait leurs actions, entrèrent dans la grande histoire de la Résistance. Pourtant les risques étaient grands, le danger permanent de se faire arrêter et fusiller, l'obligation de la clandestinité. Ces hommes et ces femmes décidèrent qu'il fallait se battre, que leur pays devait retrouver sa liberté et faire cesser la barbarie nazie par tous les moyens.

Ils furent nombreux à tomber, et bien avant les ultimes combats de la Libération. Comment ne pas penser à Jean-Pierre TIMBAUD, Jean POULMARC'H, Guy MOQUET tous exécutés à Châteaubriant, ou encore aux 23 membres du groupe MANOUCHIAN qui comme l'écrivit ARAGON, étaient « étrangers et nos frères pourtant », nos 38 collègues morts fusillés par les nazis, sans oublier Corentin CELTON, secrétaire général de la CGT de l'Assistance publique qui fut agent ici-même à l'hôpital Saint-Antoine.

Leurs sacrifices ne furent pas vains, puisque d'autres se levèrent et poursuivirent le combat contre le nazisme et ceux qui collaborèrent avec le régime de Vichy. Ces derniers compromirent la France dans la pire idéologie qui soit.

Les combats pour la libération de Paris commencèrent par la grève des cheminots du 10 août, suivie le 13 par les employés du métro, la police le 15 et enfin la grève générale qui débuta le 18 août, en même temps que l'insurrection des Parisiens. Des barricades sont montées, les combats de rue contre les positions allemandes débutent. Ces actions à l'appel du Colonel ROL-TANGUY, chef des FTP-FFI du département de la Seine, permettent la prise de la préfecture de police le 19 au matin.

Le chef-lieu de l'Assistance publique avenue Victoria est, lui, libéré le 20 août par le personnel et la Résistance qui occupent les lieux et s'organisent pour que les hôpitaux fonctionnent correctement pendant cette semaine cruciale pour la Libération.

Enfin la 2^{ème} division blindée du Général Leclerc arriva et acheva de libérer la capitale. Le 25 août, le général nazi commandant de la garnison de Paris, signait la reddition de l'armée allemande qui occupait Paris.

Paris était libéré, libéré par son peuple ! Pendant plus de 4 ans, Paris avait été envahi, martyrisé, livré par la grande bourgeoisie et le patronat au fascisme. Ils avaient choisi et proclamé « plutôt Hitler que le Front populaire ».

L'occupation se conjugue avec oppression fasciste, lois racistes, collaboration, dénonciations et déportations. Les libertés publiques, la liberté d'expression sont abolies. La CGT est dissoute, la Charte du travail est proclamée, prétendant embrigader le monde du travail dans la Révolution nationale de Pétain.

Face à cette barbarie, la Résistance se développe petit à petit. Dès 1940, les syndicalistes, les communistes sont internés dans les camps français ou en prison, les autres entrent dans la lutte clandestine. Certains de ces internés pourvoient les premiers convois de déportés.

L'occupant nazi pille la population parisienne, jusque dans nos hôpitaux. Les malades sont même

sommés de donner leurs tickets de rationnement. Avec la pénurie, les trafiquants s'engraissent par le marché noir pendant que l'ouvrier parisien perd 10 à 12 kilos en moyenne. Les lois racistes de Vichy contre les Juifs s'inscrivent dans le statut de l'Assistance publique, avec la collaboration servile de Serge GAS, directeur général de l'AP qui livra Corentin CELTON* aux autorités allemandes, et qui fut révoqué en 1944 pour avoir porté atteinte aux institutions constitutionnelles et aux libertés publiques. Continuer à dire cette vérité aujourd'hui, ce n'est pas faire un procès d'intention à quiconque, c'est notre devoir de mémoire et un appel à la vigilance.

Des médecins, des personnels de l'Assistance publique, au risque de leur vie, vont s'inscrire dans la résistance à ces lois indignes. Toute une solidarité va s'organiser pour nourrir, soigner, opérer les clandestins, inscrire des malades sous de faux noms, faire de faux papiers, de faux certificats, informer, aider aux évasions, s'opposer au rafles, structurer le Comité médical de la Résistance, rejoindre les Francs-tireurs et partisans.

Les travailleurs parisiens paient un lourd tribut au combat libérateur : des milliers de morts dans les prisons, les camps de concentration et d'extermination, des centaines de morts sur les barricades.

L'insurrection parisienne n'a nullement été une improvisation : elle a été l'aboutissement d'une longue période de combat menée dans la clandestinité et elle a été le résultat d'une action de masse dans l'organisation et la conduite de laquelle les organisations de la classe ouvrière, CGT et Parti communiste en tête, ont joué un rôle de premier plan.

Le grand écrivain catholique François MAURIAC l'écrivait dès août 1943 : « seule la classe ouvrière est restée dans sa masse fidèle à la patrie profanée ». C'est le sens de la présence année après année de la CGT en tant qu'organisation de la Résistance à chaque commémoration. C'est la reconnaissance du rôle historique de la classe ouvrière dans la Libération du pays qui a ouvert la voie à la conquête des droits sociaux et démocratiques dont nous profitons aujourd'hui. Nos dirigeants l'ont-ils oublié? Aujourd'hui dans ce nouveau siège de l'Assistance publique, situé dans l'Hôpital qui fut celui de Corentin CELTON, ils n'ont pas trouvé de place pour y installer les bureaux du Syndicat CGT du Siège AP-HP et des autres organisations syndicales locales.

Les forces de la Résistance, instruites par l'expérience, ont voulu œuvrer pour que ne se reproduisent jamais les conditions qui amenèrent l'avènement du fascisme, la guerre et le désastre national,

pour établir une France de paix, de progrès et de bien-être.

C'est le sens des objectifs du CNR dans son programme de 1944 :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État.
- Aboutissement de la Résistance, l'insurrection libératrice est décisive dans les conquêtes sociales et démocratiques sans précédent des années d'après-guerre. Le gouvernement provisoire de la Libération va ainsi instaurer :
- Le droit de vote des femmes le 5 octobre 1944 par Fernand GRENIER, député communiste.
- La création des Comités d'Entreprise le 22 février 1945 par Alexandre PARODI, compagnon de la Libération.
- Les ordonnances de la Sécurité Sociale les 4 et 19 octobre 1945 par Ambroise CROIZAT, ministre communiste.
- La nationalisation des industries gazières et électriques le 8 avril 1946 par Marcel PAUL, ministre communiste.
- Le statut des fonctionnaires le 5 octobre 1946 par Maurice THOREZ, vice-président du Conseil, communiste.

La lutte contre le fascisme, pour l'indépendance nationale, la liberté et la paix dans le monde à laquelle se sont sacrifiés nos anciens n'est jamais définitivement gagnée. C'est aussi toute l'actualité de cette commémoration.

Les témoins de cette période disparaissent les uns après les autres. Au soir de leur vie, ils nous confient leur inquiétude de voir sapé année après année l'édifice social construit dans l'immédiat après-guerre sur les bases du rapport de forces issu de la Résistance.

Ainsi Madeleine RIFFAUD, héroïne de la résistance parisienne à 17 ans, témoignait dans la Croix l'an dernier après un passage aux urgences de l'état de délabrement des hôpitaux parisiens après avoir été laissée seule, aveugle et à 98 ans, sur un brancard pendant 24 heures à Lariboisière. 50 ans après son livre « les Linges de la nuit », elle constate : « si l'hôpital est plus technique, les problèmes déjà présents à l'époque se sont empirés : manque de personnels qualifiés, manque de crédits, l'écart se creuse entre la technique de la médecine de pointe et les moyens mis à sa disposition. »

« Le sang sèche vite en entrant dans l'histoire ».

79 ans ont passé, que reste-t-il de l'héritage de nos glorieux aînés ? Sécurité sociale, droits sociaux, libertés démocratiques, grands services publics sont sacrifiés sur l'autel du profit capitaliste. Toutes ces mesures ont été mises en place dans une France en ruine, qui a su trouver les moyens d'obtenir des avancées sociales historiques, privilégiant les besoins humains à l'accumulation du profit.

Ces mesures sont devenues le socle du modèle social français, qui constitue encore aujourd'hui la base de la démocratie sociale de notre pays. En 2007 après l'élection de Nicolas SARKOZY, Denis KESSLER, numéro 2 du patronat français écrivait : « il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. » Malheureusement, on ne peut que déplorer que son credo ait été depuis suivi à la lettre par les gouvernements successifs.

Ne nous y trompons pas, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Souvenons-nous que c'est en partant des préoccupations sociales, de la détresse et de la désespérance, du chômage de masse que le nazisme a obtenu le soutien populaire dans l'Allemagne des années 1930.

Beaucoup comparent la crise que nous connaissons avec cette période. La montée des tensions internationales est très inquiétante pour la paix. En France, on n'entend pas le bruit des bottes, mais il se rapproche. Les déclarations xénophobes et racistes prolifèrent. Dans le débat public, la violence d'extrême droite se banalise. Certains tentent de réhabiliter Pétain. Soyons donc encore plus vigilants ! Faisons vivre le souvenir de la Résistance au fascisme ! « Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde » a écrit le dramaturge.

Plus que jamais, nous refusons l'injustice sociale et l'écrasement des plus faibles qui firent le lit du fascisme.

En mémoire pour nos collègues morts dans les combats de la Résistance et de la Libération de Paris, je vous demande d'observer une minute de silence.



* Corentin Celton (1901-1943) était un militant CGT et communiste. Mobilisé en tant qu'infirmier en 1939, son courage pendant la campagne 1939-1940 lui vaut la Croix de guerre. Démobilisé le 18 août 1940, il est suspendu de ses fonctions par la direction de l'AP le 3 septembre, puis relevé de ses fonctions par un arrêté du 1^{er} mars 1941. Il entre alors dans la clandestinité. Il organise les Comités populaires dans les Services publics.

La police l'arrête en mars ou avril 1942. En 1943, il est condamné à trois ans de prison et incarcéré à Clairvaux. En septembre, la Gestapo le transfère à Fresnes. En décembre il est jugé une seconde fois et condamné à mort. Il est fusillé au Mont-Valérien le 29 décembre 1943. Dans sa dernière lettre, il écrit : « J'ai lutté pour un monde meilleur et cela reste ma fierté. Il ne me coûte pas de mourir puisque j'ai la certitude que la France vivra ».

& La maxime du mois &



***"LA DÉCISION LA PLUS COURAGEUSE
QUE VOUS PRENEZ CHAQUE JOUR,
C'EST D'ÊTRE DE BONNE HUMEUR"***

VOLTAIRE